



## **Compétences pour le développement durable**

Les partenariats : l'avantage du Canada pour  
l'établissement de systèmes d'éducation et  
de formation dans les pays en développement

PRÉSENTATION DANS LE CADRE DE L'EXAMEN DE L'AIDE INTERNATIONALE DE 2016  
D'AFFAIRES MONDIALES CANADA AU NOM DES COLLÈGES ET DES INSTITUTS DU CANADA

**29 Juillet 2016**

UNE PRÉSENTATION DE :



Colleges and Institutes Canada  
Collèges et instituts Canada

# L'approche des collèges et instituts en matière de développement

**Collèges et instituts Canada (CICan)**, autrefois l'ACCC, est l'association nationale sans but lucratif à adhésion volontaire qui regroupe les collèges, instituts, cégeps et polytechniques publics du Canada. Elle représente ses membres au Canada et à l'étranger et s'engage à offrir à tous les Canadiens une éducation de qualité et l'accès à des programmes de développement des compétences afin d'optimiser la participation au marché du travail et de contribuer à la prospérité du Canada et de favoriser la citoyenneté mondiale.

Les collèges et instituts du Canada sont les principaux moteurs du développement du capital humain au Canada. Ils sont implantés dans plus de 3000 collectivités à travers le Canada, desservant 1,5 million de Canadien(ne)s chaque année, et offrent plus de 8000 programmes d'éducation et de formation différents menant à des qualifications officielles adaptées aux besoins précis de chaque apprenant. Sur la scène internationale, ils partagent ces connaissances et ce savoir-faire en établissant des partenariats institutionnels solides et durables avec leurs homologues des pays en développement afin de les aider à renforcer leurs capacités de développement des compétences et de tracer des parcours menant à l'emploi ou à l'auto-emploi dans des secteurs clés de l'économie, y compris entre autres, l'agriculture, les soins de santé, l'énergie renouvelable, les ressources naturelles, la construction, la transformation alimentaire, les pêches, la logistique et le tourisme. Grâce à ce réseau d'établissements publics, un nombre grandissant de Canadiens des grandes villes et des collectivités rurales participent aux efforts d'aide au développement international. Les « journées du développement » et les comptes rendus des missions dans le cadre de partenariats institutionnels sont désormais monnaie courante et permettent de sensibiliser et de mobiliser non seulement les étudiants et les professeurs, mais aussi la communauté au sens large.

Depuis plus de quarante ans, CICan et les collèges et instituts qui en sont membres œuvrent activement sur la scène internationale au renforcement de l'accès à des programmes d'éducation et de formation pertinents et de qualité menant à un emploi salarié ou à un travail indépendant; et travaillent en partenariat avec le gouvernement du Canada pour mettre en œuvre plus de 700 projets d'aide au développement dans plus de 100 pays.<sup>1</sup> Notre approche, **Éducation pour l'emploi**<sup>2</sup>, contribue au développement économique et social durable au sein de nos pays partenaires en aidant les gouvernements, les établissements et le secteur privé à collaborer afin d'offrir un apprentissage qui réponde à la demande locale avec des compétences favorisant l'accès des jeunes à l'emploi ou à l'auto-emploi, une plus grande égalité entre les sexes, une croissance économique verte et la réduction de la pauvreté.

CICan estime que **l'approche de partenariat institutionnel**

sur laquelle reposent tous nos programmes Éducation pour l'emploi (ÉPE) est une stratégie efficace pour apporter des changements exhaustifs et durables aux systèmes d'éducation et de formation dans le contexte du développement (figure 3). L'établissement de partenariats techniques par le jumelage d'établissements d'enseignement et de formation au Canada et dans des pays en développement est depuis longtemps notre approche fondamentale pour permettre un véritable partage des connaissances et une adaptation efficace des compétences canadiennes. Nos programmes ÉPE englobent d'autres partenariats avec des ministères du Travail, de l'Éducation et de secteurs économiques particuliers, des autorités d'enseignement et de formation, des employeurs et des associations du secteur privé et des groupes communautaires locaux ou des groupes de la société civile – tous à l'appui du but ultime de création de parcours menant à des emplois décents.

À bien des égards, les partenariats institutionnels donnent de bons résultats en matière de gestion de programme. Ils sont utiles pour favoriser la participation directe du secteur privé. Ils permettent aux partenaires gouvernementaux d'assurer une harmonisation entre les changements au sein des instituts et les politiques ou stratégies de réforme globales. Ils établissent des liens solides entre les personnes et les organisations qui favorisent des échanges de connaissances fructueux, le suivi continu des activités et la coordination efficace d'une approche de réforme de l'éducation fondée sur des systèmes. Nous avons constaté à quel point ils peuvent minimiser certains risques associés à un projet, notamment le départ imprévu de certaines personnes clés. Nous avons également observé que cette approche permet la mobilisation de compétences et de contributions institutionnelles imprévues autres que celles des extrants des projets prévus et financés. Enfin, dans plusieurs pays, notamment le Brésil, la Chine et le Sénégal, les partenariats initiaux se sont transformés en relations qui perdurent depuis plusieurs décennies.

Grâce aux résultats de ces activités internationales, CICan a été nommée centre pancanadien **UNESCO-UNEVOC**, chef de file en Amérique du Nord, et est à la tête de la **Fédération mondiale des collèges et polytechniques**. Ceci s'explique également par le fait que le système des collèges et instituts canadiens est désormais perçu par plusieurs à travers le monde comme l'un des deux meilleurs modèles, avec celui suisse-allemand, les plus pertinents pour les pays en développement pour offrir des programmes de formation et d'éducation menant à l'emploi.

## Survol et recommandations

**Collèges et instituts Canada** se réjouit à l'idée de contribuer à l'Examen de l'aide internationale lancé par la ministre du Développement international et de la Francophonie, Marie Claude Bibeau. L'Examen arrive à point nommé. Avec la ratification des **Objectifs de développement durable à l'horizon 2030** (ODD), les partenaires du développement du monde entier ont désormais des objectifs et des cibles clairs pour orienter les décisions pouvant aider des pays comme le Canada à choisir les meilleurs moyens de cibler l'aide au développement international. Heureusement, les nouvelles priorités du gouvernement du Canada en matière de réduction de la pauvreté, d'égalité des femmes, d'intégration des jeunes et des populations vulnérables et de croissance économique propre s'harmonisent déjà bien avec les ODD. Le défi consiste maintenant à trouver de nouvelles façons de mettre en œuvre cet ambitieux programme.

Forts de notre expérience internationale en matière d'initiatives de réduction de la pauvreté axées sur l'amélioration de l'éducation pour l'emploi, nous croyons qu'Affaires mondiales Canada devrait saisir l'occasion qui se présente de **renouveler son engagement à l'égard de l'éducation et de la formation**. Les pays qui se sont fortement développés au cours des dernières décennies ont investi beaucoup pour offrir une éducation et une formation pertinentes à leurs citoyens. Ceux qui ont tenté de réduire les inégalités les plus flagrantes entre les riches et les pauvres sur leur territoire ont généralement conjugué à des mesures de protection sociales directes pour les pauvres un meilleur accès à des programmes de perfectionnement des compétences et d'emploi.

Si nous voulons voir nos partenaires des pays en développement prendre l'initiative de développer et de mettre en œuvre des approches pour atteindre leurs cibles en matière d'ODD, le soutien du Canada doit prendre la forme d'une aide en renforcement des capacités de leurs systèmes sociaux, politiques et économiques locaux et nationaux. Un examen attentif des 17 objectifs et cibles particuliers du Programme de développement durable à l'horizon 2030 donne à penser que le renforcement des capacités des systèmes d'éducation et de formation sera nécessaire pour développer les ressources humaines requises pour provoquer un changement dans les économies, les sociétés et les cultures (figure 1). Les pays en développement doivent investir davantage dans les connaissances et les compétences de leur peuple. Les systèmes d'éducation et de formation doivent se transformer pour que ces pays puissent intensifier la réponse aux nombreuses difficultés concomitantes, à savoir la réduction de la pauvreté et de l'inégalité, la création d'emplois décents, l'amélioration de la santé, la fourniture d'une éducation de qualité, la promotion



de l'égalité des femmes, la protection de l'environnement et la limitation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, tout en continuant à soutenir la croissance économique en partenariat avec le secteur privé.

Grâce à leur expérience au pays et à l'étranger, les collèges et instituts du Canada peuvent appuyer efficacement les stratégies qui feront en sorte que les jeunes et les populations vulnérables, en particulier les jeunes femmes, reçoivent une éducation et une formation pertinentes de qualité pour trouver un emploi décent ou un auto-emploi. La réactivité, l'adaptabilité, la flexibilité et le profond respect à l'égard du principe de partenariat qui caractérisent si bien le modèle collégial canadien font des collèges et instituts canadiens de solides partenaires en matière d'éducation et de formation pour le monde en développement.

L'approche **Éducation pour l'emploi (ÉPE)** de CICan mobilise cette expertise en matière de développement de solutions adaptées aux besoins, axées sur la demande et multipartites aux problèmes de développement dans le monde. Les projets ÉPE en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Afrique favorisent le développement du secteur privé par la formation des étudiants et le soutien de l'industrie dans certains secteurs de l'économie qui manquent de travailleurs qualifiés et d'entrepreneurs. Grâce aux leçons tirées de ces programmes, nous croyons fermement en une approche fondée sur le partenariat pour le renforcement des capacités en éducation et en formation.

Malgré la diminution importante de l'aide au renforcement des capacités d'éducation apportée par le Canada au cours des dernières années, Affaires mondiales Canada est à nouveau en position de devenir un chef de file mondial en matière d'éducation pour le développement. Si nous souhaitons travailler à l'atteinte des ODD en devenant des partenaires du renforcement des capacités dans les pays en développement, l'éducation et la formation doivent redevenir un domaine prioritaire du Canada en matière d'aide au développement international. Les collèges et instituts du Canada sont des chefs de file mondiaux en éducation technique et en formation professionnelle.

Les établissements et organismes canadiens dans d'autres secteurs de l'éducation, de la petite enfance à l'université, sont des chefs de file mondiaux en éducation. Le Canada a des notions étendues qui lui permettent d'affirmer son leadership en éducation. Des organismes tels que la Banque asiatique de développement, la Banque interaméricaine

de développement et le Ministère du Développement international du Royaume-Uni ont déjà cofinancé des activités appuyées par Affaires mondiales Canada par le biais de contributions aux initiatives menées par CIGan, ce qui témoigne de la reconnaissance internationale du modèle et du leadership propres au Canada.

---

En appui au rôle de chef de file du Canada dans ce domaine, CIGan est heureuse de soumettre les recommandations suivantes à Affaires mondiales Canada en réponse à l'appel de recommandations dans le cadre de l'Examen de l'aide internationale visant à faire en sorte que les mesures d'aide au développement et de coopération du Canada soient plus efficaces pour l'obtention de résultats durables pour les communautés pauvres et marginalisées :

- #1** Intensifier le soutien apporté aux pays en développement afin de renforcer les capacités de leurs systèmes de développement des compétences, reconnaissant le rôle essentiel de l'éducation et de la formation dans la réalisation des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 (ODD).
- #2** Accroître l'aide qu'apporte le Canada aux initiatives d'éducation et de formation axées sur les femmes, reconnaissant que le développement des compétences, menant à un emploi décent ou à l'auto-emploi, est un pilier fondamental de l'autonomisation sociale et économique.
- #3** Intensifier le soutien apporté aux jeunes et aux autres groupes vulnérables dans le cadre de stratégies pro-pauvres, de prévention de conflits et de déradicalisation.
- #4** Développer les capacités d'innovation des pays en développement en appuyant les partenariats en recherche liés aux programmes entre les établissements d'enseignement et les entreprises et les organismes communautaires locaux.
- #5** Appuyer des projets de développement de compétences vertes qui fourniront aux citoyens des pays en développement les compétences nécessaires pour participer aux efforts d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à celui-ci en partenariat avec des chefs de file canadiens en développement de compétences vertes.
- #6** Adapter et adopter des mesures qui optimisent les retombées en matière éducation et d'emploi pour les groupes vulnérables et marginalisés dans toutes les initiatives de réforme de l'enseignement et de la formation soutenues par Affaires mondiales Canada.
- #7** Tirer parti de l'expérience du Canada en matière de partenariat et investir dans cette expérience pour favoriser un changement durable à long terme.

## RECOMMANDATION #1

Intensifier le soutien apporté aux pays en développement afin de renforcer les capacités de leurs systèmes de développement des compétences, reconnaissant le rôle essentiel de l'éducation et de la formation dans la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 (odd).

**« Si l'enseignement primaire est la clé du développement, l'enseignement et la formation techniques et professionnels sont la clé du développement durable. »**

- *Shyamal Majumdar, Directeur d'UNESCO-UNEVOC*

Le développement du capital humain par le biais de l'acquisition des compétences devrait demeurer au cœur du soutien global du Canada à l'aide internationale. L'investissement dans le développement des compétences tout au long de la vie, – de la petite enfance, en passant par le primaire, le secondaire, la formation technique et professionnelle et l'université, jusqu'à la formation en emploi, le recyclage et la formations continue – constitue le moteur de la formation du capital humain à long terme. Jumelées à des possibilités économiques et sociales donnant accès à un emploi décent ou à l'auto-emploi, les compétences sont la clé de l'allègement durable de la pauvreté, d'une égalité de revenu accrue et d'une croissance économique pro-pauvres en général. <sup>i, ii</sup>

L'éducation, le développement des compétences et la formation sont abordés spécifiquement dans les cibles 4.3, 4.4 et 4.5 de l'ODD 4 qui cherche à « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». <sup>iii</sup> Il sera toutefois essentiel de développer les connaissances et les compétences des populations pour que les pays en développement réussissent à prendre l'initiative en vue d'atteindre tous les autres objectifs pour 2030. Les figures 1 et 2 illustrent l'idée que l'éducation n'est pas qu'un but parmi d'autres, mais qu'elle crée les conditions nécessaires à l'atteinte de tous les autres objectifs du développement durable. L'investissement dans des domaines tels que l'enseignement et la formation techniques et professionnels développe les compétences de la main-d'œuvre dans de nombreux secteurs, y compris les soins de santé, l'agriculture, l'éducation de la petite enfance, le travail social, les services policiers et l'entrepreneuriat en général.

Il faudra dans les prochaines années que les pays en développement accroissent leurs capacités de développement de leur propre système d'éducation et de formation professionnelle et de mieux s'adapter à leurs besoins et de devenir plus autonomes afin de **mettre en œuvre leurs propres solutions** aux nombreux problèmes socio-économiques complexes et localisés. Le Canada devrait donc **investir dans le renforcement des capacités locales des systèmes de développement des compétences** afin que nos partenaires dans les pays en développement puissent développer les capacités humaines nécessaires pour parvenir à des solutions. Cela implique de tenir notre engagement à l'égard de l'éducation et de la formation en tant que secteur clé de l'aide internationale.

**« La réussite du réseau canadien des collèges communautaires a prouvé que des modèles de développement des compétences efficaces doivent être ancrés dans le contexte de chaque pays et de chaque région, ainsi que dans les valeurs et la culture de l'ensemble de la nation... Selon l'approche canadienne à l'égard des programmes d'aide internationale, pour que de tels programmes aient un impact positif durable, ils doivent reposer sur la facilitation du transfert des connaissances et l'adaptation plutôt que sur le transfert intégral de façon de faire. »**

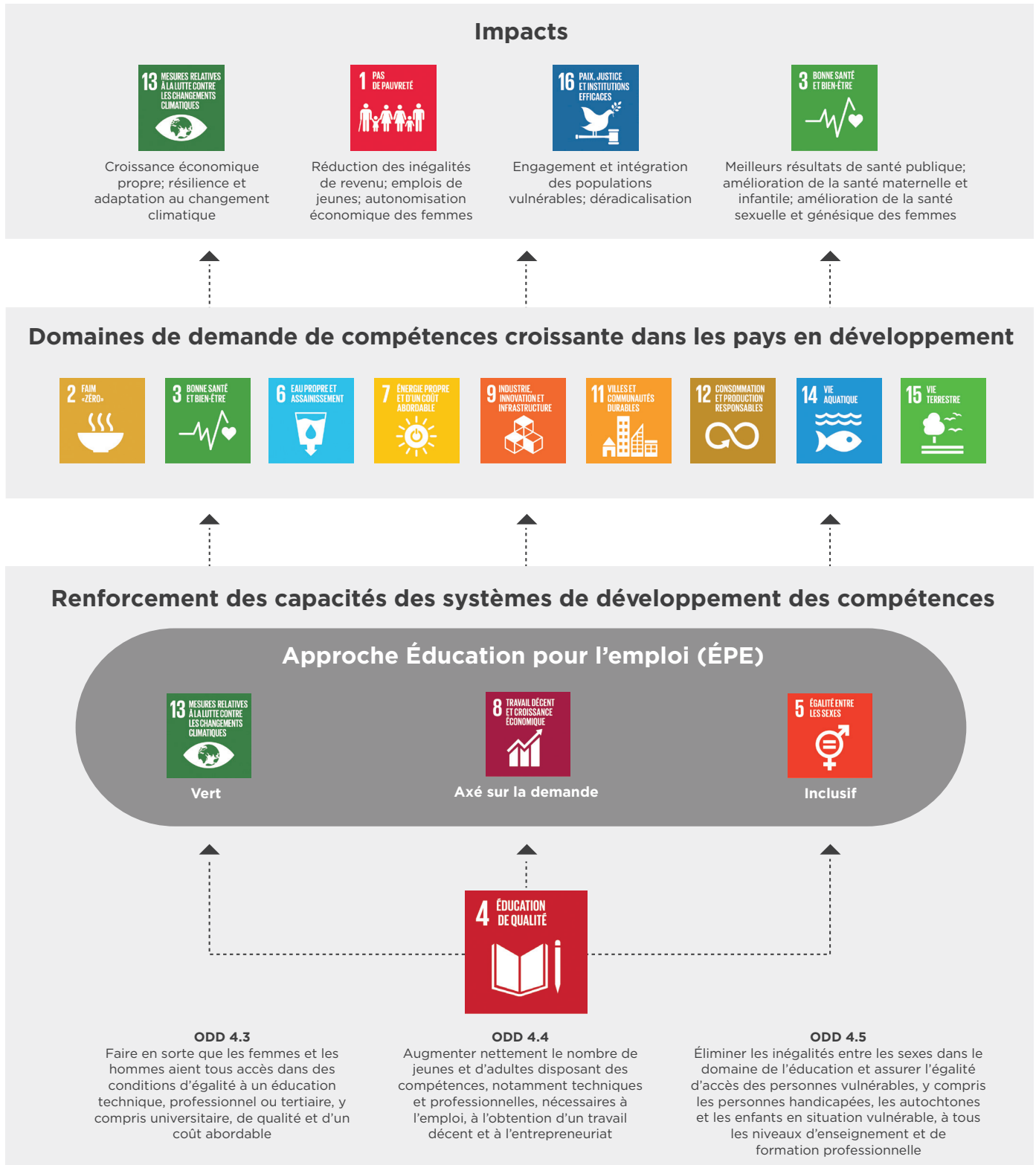
- *Banque asiatique de développement, 2015*

FIGURE 1

# L'éducation et la formation axée sur les compétences sont le fondement du développement durable



Les 17 Objectifs de développement durable (ODD) du Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'ONU



## RECOMMANDATION #2

Accroître l'aide qu'apporte le Canada aux initiatives d'éducation et de formation axées pour les femmes, reconnaissant que le développement des compétences, menant à un emploi décent ou à l'auto-emploi, est un pilier fondamental du renforcement des capacités d'action sociale et économique des femmes.

Les collèges et instituts du Canada sont reconnus mondialement pour leur promotion de l'égalité des sexes en raison de leurs connaissances en matière d'utilisation d'approches fondées sur l'éducation et la formation pour permettre aux femmes d'acquérir les connaissances et les outils dont elles ont besoin pour accéder au marché du travail ou exploiter une petite entreprise.

**Les établissements d'enseignement et de formation contribuent directement à l'égalité des sexes** en fournissant des points d'entrée pour la diffusion de messages et le changement de mentalité des hommes et des femmes. Ils servent de lieux de prestation de services de santé publique et de renseignements, notamment en matière de santé sexuelle et génésique. Grâce à des professeurs et dirigeants bien formés et conscients, les établissements de formation sont d'excellents canaux pour donner aux femmes les compétences menant à de bonnes professions, même dans des domaines où elles sont traditionnellement sous-représentées. Avec les bons dirigeants et les bonnes stratégies de gestion, ces établissements peuvent tirer parti de leurs liens avec le secteur privé pour sensibiliser les employeurs aux obstacles qui nuisent aux femmes dans le milieu de travail.

La transformation des établissements d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP), peut aussi cibler l'égalité des femmes par le biais de nombreuses mesures et programmes. Les jeunes femmes et les jeunes hommes peuvent être exposés à des messages promulguant l'équité entre les sexes et être sensibilisés par le biais de programmes attentifs et par le biais du soutien actif des enseignants qui comprennent les difficultés qu'éprouvent les femmes qui intègrent des milieux d'apprentissage et de travail où elles étaient traditionnellement sous-représentées. Les services de soutien aux étudiants visant à assurer la réussite des élèves peuvent offrir un éventail de programmes de soutien médical et psychosocial et contribuent à mieux faire connaître les problèmes de santé publique et de santé et de sécurité au travail propres aux femmes. Les directeurs d'établissements scolaires et les dirigeants d'instituts peuvent être sensibilisés aux différents besoins de leurs élèves et assurer une approche institutionnelle globale de la réussite académique et professionnelle des femmes. De telles initiatives donnent aux femmes les ressources dont elles ont besoin pour devenir autonomes, et faire en sorte qu'elles se

considèrent comme des agents de changement pour leur famille et leur pays.

Compte tenu de la croissance de la demande de compétences dans les secteurs émergents, notamment ceux liés à l'économie verte (voir la **recommandation 5**), nous avons une occasion unique d'accroître l'accès des femmes à des professions dans des secteurs émergents comme l'énergie renouvelable et l'agrinégoce et à des professions relativement nouvelles et qui peuvent encore être classées comme mixtes. Le fait d'attirer les femmes dans des professions où la demande devrait progresser pourrait contribuer à améliorer les résultats qu'obtiennent les femmes diplômées sur le marché du travail. Cette démarche peut à son tour exercer une influence positive sur les décisions d'inscription des jeunes femmes et des jeunes hommes. En réponse à l'Examen de l'aide internationale, CIGCan a commandé un examen de ses programmes Éducation pour l'emploi (ÉPE) en Amérique latine, aux Caraïbes et en Afrique afin de mieux comprendre de quelle manière ces programmes ont favorisé l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. iv La publication à venir constate que l'approche ÉPE développe la capacité des personnes, des établissements de formation, des partenaires gouvernementaux et du secteur privé local à mettre en œuvre des stratégies d'égalité des sexes, dont l'adaptation des programmes et documents de formation, le développement de modules sur l'égalité homme-femme pour la formation des enseignants, la sensibilisation des employeurs et du secteur privé et le développement de services d'orientation et de placement qui tiennent compte des différences entre les sexes.

**« Investir dans l'éducation des filles pourrait bien être l'investissement le plus fructueux pour le monde en développement... accroître les possibilités d'éducation des filles constitue l'un des meilleurs moyens de mettre fin au cercle vicieux [selon lequel les filles ne sont pas éduquées parce qu'on ne s'attend pas à ce qu'elles participent à la vie économique]. »**

*- Summers, Lawrence, Investing in All the People: Educating Women in Developing Countries, document du séminaire de l'IDE no 45, Washington D.C. : Banque mondiale, 199*



**« Donner aux femmes exclues une seconde chance « Les Canadiens et les Brésiliens [ont travaillé] ensemble pour donner aux femmes défavorisées du nord et du nord-est du Brésil la chance d'améliorer leurs compétences. Les Brésiliens ont fait appel aux collègues canadiens en tant que chefs de file pour entrer en contact avec des populations marginalisées et sous-représentées. »**

*- Son Excellence, le très honorable  
David Johnston, gouverneur général du Canada*

Les programmes ÉPE de CIGan ont toujours bien cadré avec le programme mondial sur l'égalité des femmes. Nous croyons toutefois qu'il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine. Nous encourageons donc Affaires mondiales Canada à accroître son soutien aux initiatives axées sur l'éducation et la formation des femmes, tout en maintenant son engagement en matière d'égalité des sexes comme thème transversal. Le soutien du Canada à l'aide internationale devrait également répondre au principe selon lequel les femmes et les filles sont des agents importants pour le développement et non seulement de simples bénéficiaires.<sup>v</sup> Dans le cadre du développement des compétences, il pourrait s'agir de l'intégration des connaissances traditionnelles et indigènes des femmes dans les programmes d'enseignement technique, de l'examen du rôle des femmes en tant que modèles et leaders auprès de leurs pairs en éducation et en formation et de la validation et de la certification de l'expérience de travail et de l'apprentissage informel des femmes par la Reconnaissance des acquis et des compétences (RAC).<sup>vi</sup>



# Le développement des compétences pour le développement durable



**L'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP)** optimise les possibilités d'emploi, l'égalité des femmes et la croissance économique propre. Comme l'indiquent les exemples ci-après, l'EFTP développe également des compétences spécialisées à l'appui des priorités de développement durable dans une vaste gamme de secteurs. La contribution du Canada aux Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 devrait inclure les investissements dans le renforcement des capacités de l'EFTP qui permettent aux pays en développement de satisfaire leurs besoins en main-d'œuvre pour un développement durable.



- Professions agricoles et agrinégoces
- Transports et logistique (chauffeurs, gestionnaires d'entrepôt, inventaire)



- Entrepreneuriat, développement de PME
- Spécialistes en technologies propres
- Recherche appliquée industrielle
- Spécialistes en TI



- Infirmières, travailleurs du secteur de l'hygiène publique
- Techniciens médicaux
- Formateurs en santé et sécurité au travail
- Travailleurs sociaux



- Transport collectif (chauffeurs, techniciens d'entretien)
- Construction, aménagement de paysage et infrastructure verts
- Gestion des risques de catastrophes



- Techniciens en conservation des eaux, en qualité et en approvisionnement de l'eau, en gestion des eaux usées et en hygiène et propreté



- Techniciens en gestion des déchets, en recyclage
- Enseignement et formation en développement durable
- Tourisme durable/écotourisme
- Techniciens de la chaîne d'approvisionnement agricole



- Installation et entretien d'équipements solaires et éoliens
- Techniciens en électricité
- Techniciens en transformation de déchets solides en combustible



- Conservation (terres humides, forêts, etc.)
- Agriculture et pêches durables
- Écotourisme (guides, entretien des installations)
- Éducateurs en environnement/ développement durable Spécialistes en agriculture durable

## RECOMMANDATION #3

### Intensifier le soutien apporté aux jeunes et aux autres groupes vulnérables dans le cadre de stratégies pro-pauvres, de prévention de conflits et de déradicalisation.

Le Canada devrait investir dans le développement des compétences des jeunes en vue de stimuler la croissance pro-pauvres afin que les pays en développement puissent tirer pleinement profit du «**dividende démographique**»<sup>vii</sup> de leurs populations relativement jeunes. L'investissement dans le développement des compétences et dans la création de parcours menant à l'emploi sont également des piliers clés de stratégies plus vastes visant à soutenir des groupes à risque – principalement les jeunes – dans des situations d'après conflit, chez qui la guerre peut avoir sensiblement perturbé l'éducation et la capacité à développer des relations sociales clés qui favorisent un engagement positif. Les conditions propices à la paix et à la prospérité exigent que les jeunes choisissent d'autres solutions que la violence et la criminalité. Une étude menée au Nigéria a révélé que 92 % des répondants dans l'État de Kano ont mentionné que l'incidence élevée du chômage et de la pauvreté étaient des facteurs importants dans le choix des jeunes de perpétrer des actes de violences basées sur la religion ou de se joindre au mouvement Boko Haram.<sup>viii</sup>

Malgré une amélioration à l'échelle mondiale du taux de chômage chez les jeunes depuis 2008, la récession mondiale et ses retombées dans plusieurs régions de l'Afrique subsaharienne, des Caraïbes et de l'Amérique latine, plus du tiers des jeunes dans le monde en développement – quelque 169 millions de personnes – continuent de se heurter à la «pauvreté des travailleurs» en vivant avec moins de 2 \$ par jour, tandis que 120 millions vivent avec moins de 4 \$ par jour.<sup>ix</sup> Ils sont loin d'optimiser les capacités de développement des compétences locales dont les pays en développement ont besoin pour surmonter d'autres obstacles, comme l'adaptation au changement climatique. Selon une estimation, le fait de ne pas tenir compte du changement climatique risquerait de faire plonger 720 millions de personnes dans une pauvreté extrême entre 2030 et 2050. Les compétences essentielles qui renforcent l'engagement social (le travail de groupe, les communications interpersonnelles, la promotion de valeurs positives dans le milieu de travail, etc.) ne sont pas seulement les fondements de nombreuses approches d'enseignement et de formation techniques et professionnelles, elles sont également des compétences clés pour la déradicalisation des jeunes (ou la prévention de la radicalisation).<sup>xi</sup>

La corrélation entre l'éducation et la formation et le programme «Emplois et croissance» est clairement démontrée dans l'**ODD 8** (travail décent et croissance économique). À l'instar de l'**ODD 4** (accès à l'éducation pour

tous), l'**ODD 8** dit clairement que les jeunes sont un important groupe sociodémographique à qui il faut apporter une aide au développement. Le soutien à la jeunesse – les personnes entre 15 et 24 ans – est également essentiel pour traiter des questions de santé et de droits des femmes de cette tranche d'âge dans les pays en développement, comme le mentionne Affaires mondiales Canada dans son document de consultation.<sup>xii</sup>

**«Des périodes prolongées de chômage ou de sous-emploi chez les jeunes amoindrissent définitivement le potentiel de productivité et de gains futurs. L'absence de perspectives économiques alimente également les conflits et l'instabilité. La pauvreté absolue, résultant en partie de l'absence de perspectives économiques, fait partie des variables prédictives les plus significatives de violence politique en Afrique subsaharienne. Quarante pour cent de ceux qui se joignent à des mouvements rebelles dans le monde entier sont motivés par un manque d'emplois. Dans les états fragiles, le chômage présente un risque encore plus élevé, étant donné que des situations instables et des réseaux de soutien social limités augmentent la probabilité que la frustration quant au manque de perspectives se traduise en violence.»**

*- Banque africaine de développement, 2016*

L'enjeu est grand si les pays en développement sont incapables d'offrir aux jeunes de meilleurs parcours menant à l'éducation et la formation pour l'emploi. En améliorant les parcours menant à un emploi ou à l'auto-emploi, par le biais de systèmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels améliorés, les pays en développement peuvent :

- promouvoir l'**intégration sociale** et offrir des solutions de rechange à l'extrémisme violent et au crime organisé;<sup>xiii</sup>
- offrir aux jeunes parents des conditions matérielles nécessaires à un **développement des enfants** plus sain;
- accroître l'autonomie des jeunes femmes, pour leur permettre de retarder la formation d'une famille et d'éviter le **mariage précoce**;<sup>xiv</sup>
- permettre aux gens d'acquérir les compétences nécessaires pour devenir des **entrepreneurs prospères** capables d'évoluer dans le secteur formel ou informel.

## RECOMMANDATION #4

### Développer les capacités d'innovation des pays en développement en appuyant les partenariats en recherche liés aux programmes entre les établissements d'enseignement et les entreprises et les organismes communautaires locaux.

Lorsque des communautés vulnérables des pays en développement se mobilisent pour s'attaquer à des problèmes environnementaux et socioéconomiques émergents, le renforcement de la résilience communautaire passe par le renforcement des capacités locales en matière d'étude des problèmes (la désertification et la sécheresse, la déforestation, la surpêche, les catastrophes naturelles, p. ex.), de recherche de solutions en collaboration avec des PME ou la société civile et de développement de programmes d'enseignement et de formation professionnels pour créer le capital humain qui mettra en œuvre des solutions à l'échelle locale et les reproduira dans d'autres communautés.

Le Canada peut **aider à renforcer les capacités locales d'innovation en intégrant le soutien communautaire ou industriel à l'innovation progressive à petite échelle** dans son parrainage d'initiatives de développement des compétences. Même les projets de petite envergure peuvent devenir de puissants mécanismes de renforcement de la réactivité locale aux besoins sociaux, écologiques et économiques émergents.

**L'emploi pour l'éducation en Afrique : trouver des solutions novatrices pour stimuler la croissance économique et protéger l'environnement et la santé publique. Le programme de technologie du génie mécanique du Cégep de Sherbrooke a travaillé en étroite collaboration avec l'Institut minier de Kédougou, au Sénégal, au développement de nouveaux concasseurs et dispositifs de filtrage pour le minerai qui ont réduit considérablement l'utilisation du mercure pour le lavage de l'or à la batée et ses effets négatifs.**

Au Canada, les entreprises et les organismes communautaires font appel aux collèges et instituts pour les aider à trouver des solutions à leurs problèmes de commercialisation et de développement social par le biais de partenariats de recherche et développement (R-D). Les collèges ou les instituts offrent l'infrastructure pour la recherche appliquée commerciale ou communautaire à laquelle participent directement les étudiants et les professeurs.<sup>xv</sup>

Ce modèle offre un certain nombre d'avantages essentiels. Comme il s'agit d'une approche d'«innovation en partenariat», la recherche appliquée devient un moyen d'établir et de consolider des liens avec des employeurs locaux ou avec des groupes communautaires et de la société qui se tournent vers un établissement local pour obtenir des solutions de nature technique et pratique. La recherche appliquée permet d'intégrer des connaissances locales et indigènes aux solutions technologiques et, surtout, elle rehausse la qualité de l'enseignement en faisant participer les enseignants et les étudiants à l'apprentissage de l'entrepreneuriat par problèmes appliqués.

Une enquête de 2016 sur les activités pancanadiennes des collèges a recensé 1450 secteurs de recherche et 763 centres de recherche spécialisés et laboratoires qui mobilisent près de 32 000 étudiants. En 2014-2015, les projets de recherche comportaient 6 040 partenariats avec des entreprises ou l'industrie et étaient de plus en plus consacrés à l'innovation sociale. Les sciences et les technologies environnementales, les ressources naturelles, l'énergie et les technologies propres y étaient abondamment visées, notamment dans le cadre de projets dans des domaines comme l'assainissement des mines, l'eau salubre et la production alimentaire biologique.<sup>xvi</sup>

Les collèges canadiens élaborent des initiatives de recherche appliquée dans plusieurs secteurs différents,<sup>xvii</sup> **mais ce sont les domaines comme la gestion environnementale, les énergies renouvelables et l'innovation sociale communautaire** qui offrent une possibilité réelle de partenariat avec les pays en développement pour la mise sur pied d'établissements d'EFTP en vue d'apporter des solutions. CICA est convaincue que des approches évolutives dans le cadre desquelles des projets Éducation pour l'emploi comportent des **activités de soutien à l'innovation de petite envergure** serviront de validation de principe d'une mise en œuvre à plus grande échelle.

## RECOMMANDATION #5

Appuyer des projets de développement de compétences vertes qui fourniront aux citoyens des pays en développement les compétences nécessaires pour participer aux efforts d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à celui-ci en partenariat avec des chefs de file canadiens en développement de compétences vertes.

Les décideurs ne devraient sous-estimer ni la mobilisation des ressources qui seront nécessaires pour que les pays en développement réussissent à s'adapter au changement climatique ni son urgence. La résilience, – la capacité des communautés à réagir aux répercussions négatives du changement climatique tout en évitant la stagnation économique et l'aggravation des inégalités sociales – devrait reposer sur le renforcement des capacités locales ou communautaires en matière d'évaluation des problèmes (les répercussions du changement climatique, p. ex.), de formulation de solutions (l'adaptation, p. ex.), d'intégration de connaissances locales, indigènes et mondialisées et de renforcement des systèmes d'intervention (l'innovation, p. ex.) dans des secteurs comme la santé, la protection sociale, l'agriculture, la conservation, la réduction des risques de catastrophes et la gestion des ressources naturelles pour n'en nommer que quelques-uns. **C'est par les compétences, plus particulièrement les compétences vertes, que passe l'harmonisation de l'économie à ces priorités.**

Les programmes Éducation pour l'emploi de CIGan ont donné lieu à d'autres nouveaux programmes novateurs en accord avec les thèmes transversaux de durabilité environnementale d'Affaires mondiales Canada. Les collèges et instituts canadiens ont collaboré avec des pays en développement à l'élaboration de programmes d'enseignement technique sur les énergies renouvelables pour leur permettre de développer, en collaboration avec des partenaires locaux, des technologies propres pour le traitement du minerai, et se préparent actuellement à lancer des systèmes de certification environnementale pour les établissements d'ÉFTP.

Toutefois, compte tenu de l'urgence de la question du changement climatique et des efforts mondiaux encore plus poussés pour lutter contre ce dernier, et qui sont au cœur de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, CIGan croit que le **Canada doit aller plus loin et se servir de son avantage en matière de « compétences vertes » en appuyant des projets de développement des capacités à cet égard** dans des pays en développement.

CIGan a reconnu l'importance de la « croissance économique verte » et a répondu en commandant une étude de recherche afin d'examiner et d'évaluer les capacités du système

collégial canadien en matière de développement d'une main-d'œuvre aux « compétences vertes » en mesure d'appuyer la transition vers un cadre de croissance durable et l'économie verte. L'étude a révélé que les collèges et instituts du Canada avaient élaboré une myriade d'approches de sensibilisation à l'environnement afin d'intégrer la durabilité dans tous les programmes d'enseignement, d'écologiser les infrastructures des campus et de développer la recherche appliquée dans des domaines comme la conservation, les énergies renouvelables et les technologies propres. L'étude a conclu ce qui suit :

*Les collèges et instituts canadiens ont fait preuve d'anticipation, de réactivité et d'innovation dans leur transition pour appuyer l'écologisation de la main-d'œuvre et pour instaurer une culture institutionnelle du développement durable. Ils sont capables de se mobiliser rapidement, d'adapter les systèmes et les processus à la volée, d'assurer l'engagement efficace des intervenants, de constituer des équipes de projet, de gérer des partenariats complexes, de faire de la recherche appliquée et d'adapter les programmes et le curriculum pour répondre aux besoins et contextes nouveaux et émergents.* <sup>xviii</sup>

Nous croyons que les connaissances que possèdent les collèges du Canada en matière de développement des compétences vertes répondraient aux besoins de nos partenaires des pays en développement dans des domaines comme les énergies renouvelables, les technologies propres, la construction verte, l'agriculture durable, la gestion environnementale, la conservation, la réduction des risques de catastrophes et l'écotourisme. Notre dernière étude à cet égard laisse également entendre que ces capacités sont assez uniques au sein des pays industrialisés. Par ailleurs, les collèges canadiens ont une vaste expérience de l'intégration des compétences vertes et des concepts de durabilité dans les programmes d'enseignement et de formation qui permettent de développer des compétences dans des secteurs qui demeureront essentiels pour la croissance économique, à savoir la logistique et les transports, les ressources naturelles, la fabrication et bien d'autres encore.

Nous croyons que l'approche de renforcement des capacités fondée sur le partenariat Éducation pour l'emploi peut jeter les bases de projets axés sur le perfectionnement des

## RECOMMANDATION #5 - SUITE

compétences et des connaissances en matière de croissance durable propre dans des pays partenaires, au moyen d'approches qui sont sensibles aux besoins locaux, qui développent les capacités en matière de recherche et qui élaborent des stratégies appropriées et, surtout, dont la mise en œuvre fait l'objet d'une étroite collaboration avec des

partenaires locaux. Cela permet un accroissement sensible des activités liées à l'adaptation au changement climatique et à la croissance économique propre fondées sur un modèle qui a déjà fait ses preuves pour les aspects de «durabilité» afférents à la mobilisation des populations vulnérables, à la lutte contre la pauvreté et à la promotion de l'égalité des femmes.

## RECOMMANDATION #6

**Adapter et adopter des mesures qui optimisent les retombées en matière d'apprentissage et d'emploi pour les groupes vulnérables et marginalisés dans toutes les initiatives de réforme de l'enseignement et de la formation soutenues par Affaires mondiales Canada.**

Pour mettre efficacement en œuvre la **recommandation 3** ci-dessus, l'appui du Canada aux projets d'enseignement et de formation devrait exiger que des mesures de soutien déterminées soient en place pour répondre aux besoins des **populations vulnérables et marginalisées**. Ces mesures doivent s'inscrire dans des efforts plus vastes de réforme des systèmes d'enseignement et de formation.

Les groupes vulnérables tels que les jeunes femmes et les jeunes de régions rurales ou de communautés autochtones – dont les besoins ont été pris en considération dans les programmes d'Éducation pour l'emploi de CIGan – sont plus susceptibles de souffrir d'inégalités menant à de piètres résultats scolaires ou au décrochage. Les critères scolaires exigés pour réussir les programmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels modernes évoluent au rythme rapide des changements technologiques en milieu de travail.<sup>xx</sup> Les personnes provenant de groupes défavorisés sont par conséquent **plus à risque d'être exclues des parcours éducatifs que des parcours menant à l'emploi** ou à l'entrepreneuriat.

Au Canada, **les collèges défendent depuis longtemps l'inclusion scolaire** pour les apprenants issus de groupes en quête d'équité de toutes sortes – personnes handicapées, Premières Nations et Métis, travailleurs licenciés – et ont jumelé plusieurs approches pédagogiques et services de soutien aux programmes scolaires conventionnels afin de rendre l'enseignement et la formation plus accessibles.<sup>xx</sup> De tels services se prêtent bien aux systèmes d'enseignement et de formation des pays en développement et peuvent facilement s'y adapter. Dans le cadre des programmes Éducation pour l'emploi, les collèges et instituts canadiens ont partagé leurs connaissances avec des pays partenaires dans des domaines tels que :

- **Reconnaissance des acquis et des compétences (RAC)** qui reconnaissent les compétences et l'expérience certifiables issues de l'apprentissage informel et de l'expérience de travail; il s'agit de l'outil primaire utilisé dans le cadre du projet Mulheres Mil (Mille femmes).
- **Les programmes d'initiation à la technologie de préparation à l'emploi** qui comblent les déficits en littéracie, en numératie, en littéracie numérique et en science pour permettre à des groupes traditionnellement exclus d'accéder à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels.
- **Les services de soutien aux étudiants** qui offrent à tous les étudiants, mais plus particulièrement aux apprenants issus de groupes en quête d'équité, toute une gamme de mesures de soutien psychosocial et académique complémentaire qui visent précisément à supprimer les obstacles auxquels ils se heurtent.

Le rôle que jouent ces approches en assurant des retombées équitables en matière d'apprentissage et d'emploi témoigne également de la **nécessité d'appuyer des approches globales et systémiques à la réforme de l'enseignement et de la formation** qui soulignent la complémentarité entre les activités principales comme l'élaboration des programmes et du curriculum et la formation des formateurs d'une part, et de l'autre, les mesures de soutien pédagogique et psychosocial qui donnent aux étudiants issus de milieux défavorisés de meilleures chances de réussite à l'école et facilitent leur passage à la vie active.

FIGURE 3

# Partenariats intégrés pour le développement des compétences

L'approche **Éducation pour l'emploi (ÉPE)** renforce les capacités de développement des compétences nationales et locales en appuyant le transfert de connaissances et de savoir-faire entre les établissements locaux d'enseignement et de formation et les collèges et instituts canadiens, les ministères de l'Éducation et du Travail, les ministères sectoriels, les autorités de formation, etc.



**Employeurs** : entreprises des secteurs public et privé dans des secteurs économiques prioritaires, associations industrielles, groupes du secteur informel

**Gouvernement** : ministères de l'Éducation et du Travail, ministères sectoriels, autorités de formation, etc.

**Établissements** : établissements d'enseignement et de formation publics nationaux

**Bénéficiaires** : jeunes et femmes, populations vulnérables et travailleurs licenciés



## RECOMMANDATION #7

### Tirer parti de l'expérience du Canada en matière de partenariat et investir dans cette expérience pour favoriser un changement durable à long terme.

L'approche du Canada en matière d'aide au développement devrait mettre l'accent sur des partenariats, des calendriers réalistes et des approches à l'échelle des systèmes. Pour qu'un programme de développement fondé sur des données probantes réponde aux besoins individuels des pays en développement, il est essentiel qu'Affaires mondiales Canada examine les recommandations suivantes.

**1.** Les organisations canadiennes qui travaillent dans les pays en développement et le personnel d'Affaires mondiales Canada affecté au pays devraient être responsable du développement des projets. Les organisations canadiennes ont établi de vastes réseaux de partenaires dans le monde entier, mais on peut tirer pleinement parti des avantages de telles relations uniquement si Affaires mondiales Canada permet que des **partenariats de développement soient conçus, créés et finalement dirigés par les organisations canadiennes et locales sur place**, et par les missions locales. Le mécanisme de proposition spontanée favorise la créativité, le partenariat et la prise en charge locale dans le processus de développement des projets. L'optimisation de ce mécanisme implique une réforme du processus de sélection des projets. Affaires mondiales Canada devrait aider les organisations à proposer des idées de projet en réduisant les processus de présentation de projets excessivement bureaucratiques et en mettant en œuvre des normes commerciales pour l'approbation ou le rejet des propositions.

**2.** Il faut du temps pour provoquer un changement systémique et une réforme de l'enseignement. La création et la coordination efficaces de partenariats de grande envergure et l'ordonnancement des interventions peuvent être difficiles à gérer sur une période de cinq ans. Souvent, les projets d'éducation que finance Affaires mondiales Canada se privent de données d'évaluation pertinentes parce que les projets se terminent avant qu'un nombre suffisant de cohortes puissent parcourir les programmes d'éducation visés par les initiatives Éducation pour l'emploi. CICan souhaiterait collaborer avec Affaires mondiales Canada sur de **plus longs calendriers de mise en œuvre** qui nous permettraient de mener la transition systémique jusqu'à sa conclusion et de juger plus précisément de l'efficacité des interventions.

**3.** Affaires mondiales Canada devrait **développer une plateforme de coordination et de collaboration entre les partenaires canadiens chargés de la mise en œuvre** afin de s'imposer à nouveau comme une organisation efficace fondée sur le savoir. Elle devrait animer des réunions régulières entre les organismes qui œuvrent dans les mêmes pays et secteurs pour faciliter l'échange de connaissances, la collaboration et le partage de ressources. Son personnel devrait jouer un rôle de premier plan en invitant les partenaires canadiens chargés de la mise en œuvre à mettre à profit leurs connaissances et leur expérience diverses. Dans cette optique, Affaires mondiales Canada devrait également financer les partenaires chargés de la mise en œuvre qui mènent des recherches et qui diffusent des connaissances afin que les partenaires internationaux pour le développement œuvrant partout dans le monde puissent utiliser ces informations pour améliorer les politiques et les pratiques. Ce faisant, le Canada peut une fois de plus confirmer sa réputation d'expert reconnu en matière de développement international.

**4.** Une **approche fondée sur les systèmes** est nécessaire pour assurer un changement durable. Les pays en développement ont besoin de stratégies de coopération polyvalentes pour le transfert de connaissances dans des domaines comme la conception des programmes, la formation des enseignants, la direction et la gestion des établissements scolaires, la mobilisation des employeurs, le développement des services psychosociaux et de soutien à l'emploi à l'intention des étudiants, et dans d'autres domaines relatifs à la transformation globale des établissements et des systèmes d'enseignement. Ceci permet aux partenaires des pays en développement d'examiner des stratégies de réforme de leurs systèmes de développement des compétences. Le processus de changement est progressif et doit faire l'objet d'un suivi très rapproché de la part des collègues et instituts canadiens qui agissent à titre de principaux partenaires techniques canadiens.



## Autres lectures

Les personnes qui désirent en apprendre davantage sur Collèges et Instituts Canada et sur son rôle sur la scène internationale peuvent consulter les publications en ligne suivantes :

Banque asiatique de développement. The role of community colleges in skills development: Lessons from the Canadian experience for developing Asia. Mandaluyong City, Philippines : Banque asiatique de développement, 2015. URL : <http://www.adb.org/sites/default/files/publication/177058/role-community-colleges-skills-development.pdf>

Association des collèges communautaires du Canada (2012). Éducation pour l'emploi : Un historique de 40 années de partenariats internationaux à l'ACCC. URL : <http://www.collegesinstitutes.ca/fr/file/education-pour-lemploi-un-historique-de-40-annees-de-partenariats-internationaux-a-laccc/>

Brennan, Paul. Raising the quality and image of TVET: Lower-level training or motor for inclusive and sustainable growth, Prospects: Quarterly Review of Comparative Education 169, XLIV (1), mars 2014. URL : <http://www.college-sinstitutes.ca/file/raising-the-quality-and-image-of-tvet-lower-level-training-or-motor-for-inclusive-and-sustainable-growth/?wpdmdl=12914>

Collèges et instituts Canada (2016). La recherche appliquée : L'innovation en partenariat avec les entreprises, l'industrie et la communauté. Ottawa. URL : <http://www.collegesinstitutes.ca/fr/file/la-recherche-appliquee-linnovation-en-partenariat-avec-les-entreprises-lindustrie-et-la-communaute/>

Collèges et instituts Canada (2014). Maximizing Opportunities for Disadvantaged and Low-skilled Learners: Exemplary Practices of College and Institute Programs and Support Services. Ottawa. URL : <http://www.collegesinstitutes.ca/file/maximizing-opportunities-for-disadvantaged-and-low-skilled-learners/?wpdmdl=14452>

Collier, Edda. Integrating gender equality in TVET: towards TVET as a means for women's empowerment. Ottawa : Collèges et instituts Canada, 2016. [publication à venir]

Jurkovic, L. et P. Brennan (2014). Growing vocational talent in Africa: The Global Talent Competitiveness Index 2014. Bruno Lanvin et Paul Evans, éditeurs., 97-104. URL : [www.collegesinstitutes.ca/file/the-global-talent-competitiveness-in-dex-2014/?wpdmdl=12910](http://www.collegesinstitutes.ca/file/the-global-talent-competitiveness-in-dex-2014/?wpdmdl=12910)

Knibb, Helen. Climate Change Impacts, Mitigation, and Adaptation: Building the Capacity and Alliances of Canada's Colleges and Institutes in a Post-2015, Global GTVET Community. Ottawa : Collèges et instituts Canada, 2016. [publication à venir]

## Notes

<sup>i</sup> PNUD (2016). Multidimensional Progress: well-being beyond income, Regional Human Development Report for Latin America and the Caribbean, p. 2-3.

<sup>ii</sup> I. Granoff et coll. (2015). Zero poverty, zero emissions: Eradicating extreme poverty in the climate crisis, Overseas Development Institute, p. 4.

<sup>iii</sup> Nations Unies. Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030, résolution 70/1 de l'Assemblée générale des Nations Unies, 25 septembre 2015, p. 14/35.

<sup>iv</sup> Edda Collier. Integrating gender equality in TVET : towards TVET as a means for women's empowerment, Ottawa, Collèges et instituts Canada, 2016. [publication à venir]

<sup>v</sup> Cette reconnaissance est cohérente, par exemple, avec la littérature sur l'interdépendance entre l'égalité de la femme et l'adaptation réussie au changement climatique et l'atténuation de ses effets. Voir, par exemple, la fiche d'information des Nations Unies intitulée Women, Gender Equality and Climate Change. URL : [www.un.org/womenwatch/feature/climate\\_change/downloads/Women\\_and\\_Climate\\_Change\\_Factsheet.pdf](http://www.un.org/womenwatch/feature/climate_change/downloads/Women_and_Climate_Change_Factsheet.pdf). 4.

<sup>vi</sup> Voir le document de l'ACCC (2011) Transférabilité et cheminements postsecondaires – Le rôle des collèges et instituts au Canada. «L'évaluation et la reconnaissance des acquis et des compétences (RAC), aussi appelée "reconnaissance des acquis" ou "reconnaissance des acquis et des compétences", est un processus qui englobe l'identification, la documentation, l'évaluation et la reconnaissance des acquis (compétences, connaissances et valeurs). Ces acquis découlent des études formelles ou informelles, de l'expérience de travail et de l'expérience personnelle, de la formation, de l'étude personnelle, du bénévolat, des voyages, des loisirs ou d'expériences familiales. La RAC peut servir à répondre aux exigences d'un programme d'études ou de formation; d'un certificat de métier ou de formation professionnelle; de l'entrée sur le marché du travail; ou au développement des compétences organisationnelles ou en ressources humaines.» (p. 24)

<sup>vii</sup> Voir Paulo Drummond, Vimal Thakoor et Shu Yu (2014). Africa Rising: Harnessing the Demographic Dividend, document de travail du FMI, WP/14/143, p. 5. URL : [www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2014/wp14143.pdf](http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2014/wp14143.pdf).

<sup>viii</sup> [https://www.usip.org/sites/default/files/SR348-Why\\_do\\_Youth\\_Join\\_Boko\\_Haram.pdf](https://www.usip.org/sites/default/files/SR348-Why_do_Youth_Join_Boko_Haram.pdf)

<sup>ix</sup> OIT. Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2015.

<sup>x</sup> I. Granoff et coll. (2015).

<sup>xi</sup> R. Lange, U. Reich et M. Rithaa. Social (Re-)Integration in (Post-)Conflict Situations by TVET and Employment Promotion: Results and Results-based Monitoring. GIZ, 2014. URL : [http://www.enterprise-development.org/wp-content/uploads/ReIntegrationPostKonflikt\\_en\\_GIZ\\_2014.pdf](http://www.enterprise-development.org/wp-content/uploads/ReIntegrationPostKonflikt_en_GIZ_2014.pdf).

<sup>xii</sup> Affaires mondiales Canada (2016). Examen de l'aide internationale – document de consultation, p. 12.

<sup>xiii</sup> La Banque africaine de développement, citant une recherche de la Banque mondiale, soutient que l'absence de perspectives économiques alimente les conflits et l'instabilité. La pauvreté absolue, résultant en partie de l'absence de perspectives économiques, fait partie des variables prédictives les plus significatives de violence politique en Afrique subsaharienne. Quarante pour cent de ceux qui se joignent à des mouvements rebelles sont motivés par un manque d'emplois. Voir BAD (2016), Stratégie du Groupe de la Banque pour l'emploi des Jeunes en Afrique 2016-2025. URL : [http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Boards-Documents/Strat%C3%A9gie\\_du\\_Groupe\\_de\\_la\\_Banque\\_pour\\_l'emploi\\_des\\_Jeunes\\_en\\_Afrique\\_2016-2025.pdf](http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Boards-Documents/Strat%C3%A9gie_du_Groupe_de_la_Banque_pour_l'emploi_des_Jeunes_en_Afrique_2016-2025.pdf)

<sup>xiv</sup> GSDRC (2011). Helpdesk Research Report: Evidence-based strategies for preventing child/early marriage [site <http://www.gsdr.org/docs/open/hd753.pdf> consulté le 29 juin 2016] (2)

<sup>xv</sup> Gouvernement du Canada. Innovation Canada : Le pouvoir d'agir. Examen du soutien fédéral de la recherche-développement- Rapport final du groupe d'experts, ch. 2, p. 12.

<sup>xvi</sup> ACCC, 2014.

<sup>xvii</sup> La recherche appliquée dans les collèges et instituts fait l'objet du rapport de CIGan sur la recherche appliquée de 2014-2015, L'innovation en partenariat avec les entreprises, l'industrie et la communauté. URL : <http://www.collegesinstitutes.ca/fr/file/la-recherche-appliquee-linnovation-en-partenariat-avec-les-entreprises-lindustrie-et-la-communaute/>

<sup>xviii</sup> Helen Knibb. Climate Change Impacts, Mitigation, and Adaptation: Building the Capacity and Alliances of Canada's Colleges and Institutes in a Post-2015, Global GTVET Community. Ottawa : Collèges et instituts Canada, 2016. [publication à venir]

<sup>xix</sup> P.T.M. Marope, B. Chakroun et K.P. Holmes (2015). Unleashing the Potential: Transforming Technical and Vocational Education and Training (Libérer le potentiel : transformer l'enseignement et la formation techniques et professionnels), UNESCO. p. 57-57.

<sup>xx</sup> La publication de CIGan intitulée Maximizing Opportunities for Disadvantaged and Low-skilled Learners : Exemplary Practices of College and Institute Programs and Support Services (2014) fournit un débat approfondi sur cette question. URL : [http://www.collegesinstitutes.ca/wp-content/uploads/2014/10/disadv\\_report\\_2014\\_Eng\\_Final.pdf](http://www.collegesinstitutes.ca/wp-content/uploads/2014/10/disadv_report_2014_Eng_Final.pdf)